



DOCUMENT DE TRAVAIL

Étude de cas sur l'alimentation scolaire : **Nigéria**

Préparée par le Consortium de recherche sur la santé et la nutrition
en milieu scolaire, une initiative de la Coalition pour l'alimentation
scolaire

Soumis par :

Abimbola Adesanmi

Directeur national

Partenariat pour le développement de l'enfant, Nigéria.

Décembre 2024

Table des matières

Contexte historique	1
Profil du pays	1
Population et économie	1
Enseignement.....	1
Sécurité alimentaire, nutrition et santé.....	2
Conception et mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire	3
Description	3
Objectifs	4
Couverture	4
Ciblage	5
Type de repas	5
Normes nutritionnelles	5
Approvisionnement en denrées alimentaires.....	7
Cadre juridique et évolution des politiques publiques	7
Coûts de mise en œuvre	8
Financement.....	8
Suivi et évaluation.....	9
Leçons apprises et meilleures pratiques	10
Défis	10
Remerciements	11
Ressources et bases de données	11
Contacts	12
Citation.....	12
Annexes.....	13

Note aux lecteurs

Les documents de travail publiés par le Consortium sont des versions préliminaires de documents de recherche qui n'ont pas été publiés dans un journal ou évalués par le biais d'un processus de révision par les pairs. Le but de leur circulation est de partager les données existantes, de faciliter l'analyse comparative et de stimuler les collaborations. Le contenu ou les opinions exprimées dans le document sont la seule responsabilité de l'auteur(e) ou des auteur(e)s et n'engagent les points de vue du Consortium de recherche sur la santé scolaire et la nutrition. Toute erreur de commission ou omission n'engage que les auteur(e)s et ne peuvent être attribuées à l'une des institutions mentionnées précédemment.

Contexte historique

Le Nigéria, officiellement la République fédérale du Nigéria, est devenu un pays indépendant le 1^{er} octobre 1960 et une république en 1963. C'est un pays situé au sud-est de l'Afrique de l'Ouest, avec un littoral longeant le golfe du Bénin et le golfe de Guinée. Le Nigéria a des frontières communes avec le Bénin, le Cameroun, le Tchad et le Niger. Il a une superficie de 923 768 km² et est traversé par deux fleuves principaux : le Niger, qui lui a donné son nom, et la Bénoué, principal affluent du Niger.

Profil du pays

Population et économie

Le Nigéria est une fédération multiethnique et culturellement diversifiée composée de 36 États autonomes et du Territoire de la capitale fédérale (*Federal Capital Territory, FCT*), avec une population estimée à 236,7 millions d'habitants (ONU, 2024), ce qui en fait le pays le plus peuplé d'Afrique et le sixième pays le plus peuplé du monde. La capitale, Abuja, est située au centre du pays, tandis que Lagos est le premier port, le centre économique et la plus grande ville du pays. On estime que le Nigéria compte environ 250 groupes ethnolinguistiques différents parlant plus de 500 langues distinctes. Le Christianisme (58 %) et l'Islam (41 %) sont les principales religions du pays. Le Nigéria est l'un des plus grands producteurs de pétrole au monde et son produit intérieur brut (PIB) s'élevait à 362,81 milliards de dollars américains en 2023, soit 0,34 % de l'économie mondiale (Banque mondiale, 2024).

Tableau 1 : Données clés sur la population et les indicateurs économiques

Population totale (2022)	Nombre de personnes âgées de 5 à 19 ans	Nombre de personnes employées dans le secteur agricole	Produit intérieur brut par habitant (2022)
218 541 212	79 509 689	73 990 462	\$2 162,6

Selon le rapport d'évaluation de la pauvreté au Nigéria (Banque mondiale, 2022), quatre Nigériens sur dix vivent en dessous du seuil de pauvreté national. De nombreux Nigériens - en particulier dans le nord du pays - manquent d'éducation et d'accès aux infrastructures de base, telles que l'électricité, l'eau potable et l'assainissement. Plus de 70 % des Nigériens travaillent dans le secteur agricole, principalement à un niveau de subsistance, en utilisant de petites parcelles et en dépendant des pluies saisonnières. Le manque d'infrastructures, telles que les routes, aggrave encore la pauvreté dans les zones rurales en isolant les agriculteurs des intrants essentiels et des marchés rentables (FAO, 2022). La pression exercée par une population croissante a également un impact sur les ressources qui s'amenuisent et menace davantage la production alimentaire. La surexploitation des terres, la déforestation et le surpâturage sont des phénomènes graves dans de nombreuses régions du pays.

Enseignement

Au Nigéria, le secteur de l'éducation est supervisé par le ministère de l'Éducation. La structure du système éducatif a subi d'importantes transformations au fil des ans pour refléter l'évolution des besoins de la société et des tendances mondiales. Le système actuel est

l'éducation de base universelle (*Universal Basic Education - UBE*), également connu sous le nom de système 9-3-4, qui a été introduit en 2004 pour remplacer le système 6-3-3-4. Ce changement met l'accent sur le développement des compétences fondamentales, l'intégration des technologies de l'information et de la communication (TIC) et un plus large éventail de choix de matières dans l'enseignement secondaire supérieur (Ministère fédéral de l'Éducation, 2013). Le système éducatif comprend quatre secteurs principaux : l'accueil et le développement de la petite enfance (0-4 ans) ; l'éducation de base (5-15 ans), qui comprend l'enseignement pré-primaire (1 an), l'enseignement primaire (6 ans) et le premier cycle de l'enseignement secondaire (3 ans) ; l'enseignement secondaire supérieur (3 ans) ; et l'enseignement supérieur (4 à 6 ans en fonction du programme d'études). L'année scolaire s'étend généralement de septembre à juillet.

En 2018, le nombre total brut d'inscriptions dans les écoles primaires publiques était de 22 384 755, dont 11 618 213 garçons et 10 766 542 filles. Il s'agit d'une baisse par rapport aux chiffres de 2005, les taux de scolarisation des filles passant de 91 % à 83 % et ceux des garçons de 108 % à 86 %. Le nombre d'enfants non scolarisés en âge de fréquenter l'école primaire a également augmenté de 50 %, passant de 6,4 à 9,7 millions. Le taux de non-scolarisation reste toutefois constant à 28 % depuis 2010 (GEMR, 2022). Davantage de détails sur le système éducatif nigérian sont fournis en Annexe 1.

Tableau 2: Données sur l'éducation au Nigéria (année 2024)¹

	Nombre total d'étudiants	Nombre total d'écoles	Taille moyenne des classes	Nombre d'enfants participant aux repas scolaires	Pourcentage d'enfants éligibles aux repas scolaires gratuits
Éducation de base (5-15 ans)	39 775 313	79 775	35	9 990 862 Élèves des classes primaires 1 à 3	-
Primaire	31 771 916	65 529	35	9 990 862 Élèves des classes primaires 1 à 3	Éligibles 79,9 % Bénéficiaires 31,4 % (Primaires 1-3)
Post primaire (JS 1-3)	8 003 397	13 921	35	-	-

Sécurité alimentaire, nutrition et santé

- **Insécurité alimentaire**

Selon l'indice mondial de la sécurité alimentaire (*Global Food Security Index, GFSI*), le Nigéria a été classé 107^e sur 113 pays et 25^e sur les 28 pays d'Afrique subsaharienne, avec un score global GFSI de 42 (SOFI, 2022). En 2023, le Nigéria était également classé au 109^e rang (sur 125 pays) concernant l'Indice mondial de la faim, avec un score de 28,3. Les facteurs contribuant à l'insécurité alimentaire au Nigéria comprennent la pauvreté, les conflits fréquents et l'insécurité qui, dans certaines parties du pays, ont perturbé la production alimentaire, les marchés et les circuits de distribution, entraînant des pénuries et le déplacement ou la migration des populations. Parmi les autres facteurs, on peut citer le changement climatique, les mauvaises infrastructures (notamment les réseaux de transport et les installations de stockage inadéquates) et les systèmes de distribution alimentaire

¹ Universal Basic Education commission (UBEC), 2024 (consulté en ligne)

inefficaces. L'insécurité alimentaire est étroitement liée à la faim et à la malnutrition, la malnutrition étant la conséquence la plus grave de l'insécurité alimentaire.

- **Retard de croissance chez les enfants âgés de 5 à 19 ans : 40 %**

Dans la région du sud-est, 20,6 % des enfants souffraient d'un retard de croissance, tandis que dans les régions du nord-ouest et du nord-est, 53,2 % des enfants souffraient d'un retard de croissance (NDHS, 2023). Dans l'ensemble, 8 % des enfants au Nigéria souffraient d'émaciation, la prévalence la plus élevée étant observée dans le Delta (15,1 %) et la plus faible dans la région d'Enugu (3,9 %) (NDHS, 2023).

- **Carences en micronutriments chez les enfants de 5 à 19 ans**

Le manque de connaissances et d'informations sur l'état nutritionnel des enfants d'âge scolaire entrave la formulation de priorités ciblées au Nigéria. Dans le sud-est, certaines études ont rapporté qu'environ 40 % des adolescents âgés de 10 à 19 ans étaient à la fois anémiques et déficients en vitamine A, tandis que 57 % d'entre eux présentaient des indicateurs de malnutrition multiples. La prévalence du retard de croissance était de 9,1 % et celle de la maigreur de 14,4 % (NFCMS 2022 ; Otekunrin *et al.*, 2023).

Les autres indicateurs sont les suivants (*Global Nutrition report, 2022*) :

- Maigreur chez les enfants âgés de 5 à 19 ans : 7,2 % des filles, 10,4 % des garçons
- Surcharge pondérale chez les enfants âgés de 5 à 19 ans : 11,7 % des filles, 8,1 % des garçons
- Obésité chez les enfants âgés de 5 à 19 ans : 2,6 % des filles, 2,3 % des garçons

Conception et mise en œuvre des programmes d'alimentation scolaire

Description

En 2016, dans le cadre de la vision du gouvernement fédéral du Nigéria visant à "*aider les personnes les plus vulnérables*", un programme national d'alimentation scolaire durable et d'origine locale, le *National Home-Grown School Feeding Programme* (NHGSFP), a été lancé pour fournir un filet de sécurité sociale aux plus démunis, avec pour mission de fournir gratuitement un repas chaud universel équilibré sur le plan nutritionnel chaque jour d'école aux élèves de toutes les écoles primaires publiques. Ce programme était l'une des composantes des Programmes nationaux d'investissement social (*National Social Investment Programmes*, NSIP) - un portefeuille de programmes créés pour apporter un soutien socio-économique aux Nigériens défavorisés dans tout le pays (Adesanmi *et al.*, 2024).

La conception du programme s'est appuyée sur cinq normes mondiales de qualité des bonnes pratiques (Bundy *et al.*, 2009). Sa nature multisectorielle a permis d'intégrer des objectifs en matière d'éducation, de santé, d'eau, d'assainissement et d'agriculture dans le cadre du programme. Une équipe de coordination multisectorielle était chargée d'élaborer des recommandations de mise en œuvre, de gérer et de coordonner la mise en œuvre du programme et de soutenir les gouvernements des États. L'équipe a également coordonné les activités du secteur privé et des partenaires de développement, avec des responsables des ministères concernés (éducation, santé, agriculture, *etc.*) représentés au sein de l'équipe.

En 2019, pour pérenniser le programme, le gouvernement fédéral l'a transféré au ministère fédéral des Affaires humanitaires, de la Gestion des catastrophes et du Développement social

(aujourd'hui ministère fédéral des Affaires humanitaires et de la Réduction de la pauvreté), où il continue d'être appliqué. En mai 2023, le programme a été transféré à une agence relevant du ministère - l'Agence nationale des programmes d'investissement social (*National Social Investment Programmes Agency*, NSIPA), qui est désormais responsable de la coordination, de la mise en œuvre et de la supervision du NSIP au Nigéria.

Objectifs

Le programme vise à soutenir l'éducation, la nutrition et la protection sociale des enfants scolarisés, tout en favorisant la croissance de l'agriculture et de l'économie locales. Plus précisément, il vise à :

- apporter une aide socio-économique significative aux ménages pauvres et vulnérables,
- améliorer l'accès équitable à l'éducation et la réussite scolaire des enfants issus de toutes les couches de la société,
- lutter contre la faim à court terme chez les écoliers,
- fournir un marché stable et accessible aux agriculteurs locaux,
- fournir des emplois et des revenus décents aux agriculteurs, aux intermédiaires, aux transformateurs de produits alimentaires et aux cuisiniers, ce qui devrait avoir un effet multiplicateur sur le développement économique local.

La mise en place de structures institutionnelles avec des rôles et des responsabilités clairs au niveau fédéral a été un facteur clé de son succès. Le programme est guidé par les principes suivants :

- l'engagement des petites exploitations,
- la sensibilité culturelle,
- l'éducation à la santé et à la nutrition comme partie intégrante du programme,
- la responsabilité partagée,
- le financement gouvernemental stable et plans de durabilité,
- la flexibilité,
- la coordination et collaboration multisectorielles,
- les partenariats,
- la participation de la communauté.

Couverture

Les données de population de chaque État, dont le nombre d'élèves, d'écoles et de cuisiniers engagés, déterminent la couverture. Par exemple, alors que des États comme Kaduna ont une population d'un million d'élèves, des États comme Anambra en comptent un peu moins de 200 000. En 2022, le NHGSFP a fourni un repas chaud à 9 990 862 (31,4 %) enfants dans 56 715 écoles primaires publiques des 36 États autonomes et du Territoire de la capitale fédérale, en employant plus de 125 000 cuisiniers, dont 97 % de femmes.

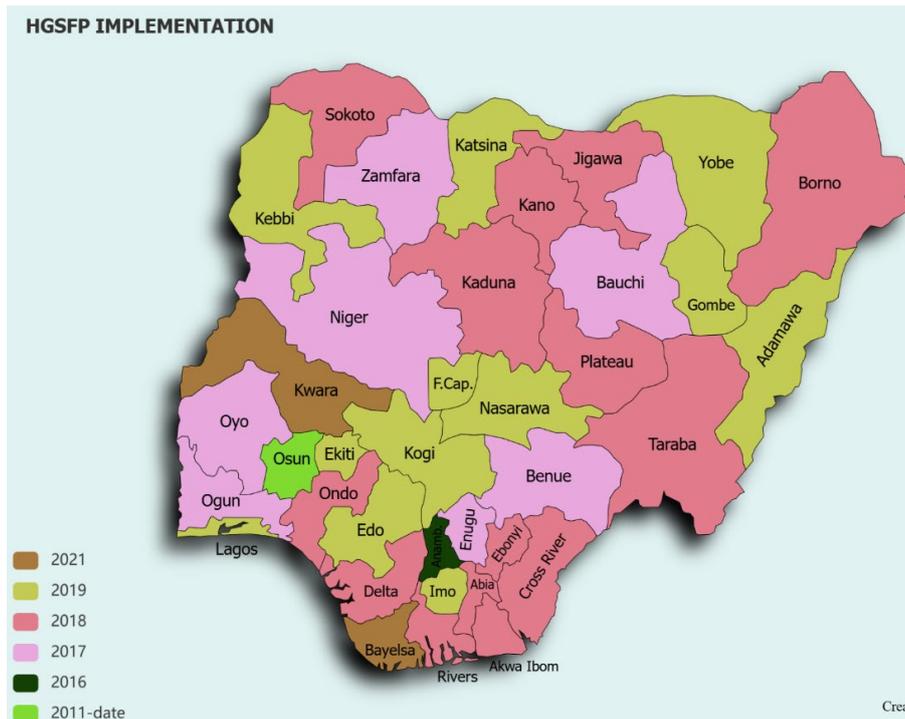


Figure 1 : États mettant en œuvre le NHGSFP au Nigeria (Source : paintmaps.com, 2024)

Ciblage

Le NHGSFP cible les élèves des classes 1 à 3 de toutes les écoles primaires publiques. Ces écoles sont principalement fréquentées par des enfants issus de ménages à faibles revenus, ce qui fait de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'insécurité alimentaire des critères de ciblage implicites. Au cours de la phase de planification du programme, l'indice de pauvreté multidimensionnelle (*Multi-dimensional Poverty Index, 2015*) a servi de base à la sélection des États participants.

Type de repas

La principale modalité du programme national est la distribution de repas sur place. Les élèves reçoivent un repas chaud par jour à l'école, même dans les régions les plus reculées. Le programme se concentre sur la fourniture de menus équilibrés sur le plan nutritionnel tout au long de l'année scolaire, en prenant particulièrement soin d'ajuster les services en fonction de la saisonnalité, à la fois en termes de production alimentaire et de diversification du régime, ainsi que de la faim saisonnière (de juin à août) (Imperial College, 2019).

Chaque État participant élabore un menu de cinq jours en utilisant des aliments cultivés localement, en tenant compte de la disponibilité, de la saisonnalité et du coût des denrées alimentaires. Les aliments sont préparés au domicile des cuisiniers ou, dans certains cas, dans des cuisines centrales, et sont servis aux élèves dans leur classe pendant la pause (milieu de matinée).

Normes nutritionnelles

Le NHGSFP a défini des objectifs nutritionnels pour les repas, les recommandations précisant que les enfants doivent consommer quotidiennement au moins quatre des sept groupes d'aliments. Les sept groupes alimentaires sont :

- les céréales, racines et tubercules,

- les légumineuses et les noix,
- les produits laitiers (lait, yaourt, fromage),
- les aliments à base de chair animale (viande, poisson, volaille et foie/viande biologique),
- les œufs,
- les fruits et légumes riches en vitamine A,
- les autres fruits et légumes.

En raison du lourd fardeau de la malnutrition et des carences en micronutriments au Nigéria, les recommandations suggèrent également de fournir 50 % de l'apport nutritionnel recommandé (ANR) pour les protéines et de donner la priorité aux micronutriments (fer, iode, zinc, vitamine A, folate et vitamine C). En outre, il a été décidé que le menu conçu par chaque État devrait fournir 30 % d'énergie et 30 % de matières grasses, conformément aux recommandations du NHGSFP.

Tableau 3 : Objectifs en matière d'apports énergétiques et nutritionnels pour le programme national d'alimentation scolaire (NHGSFP)

Nutriment par jour	ANR	Objectif nutritionnel du NHGSF
Énergie (kcal)	1 871	561
Protéines (g)	21	11
Matières grasses (g)	62	19
Fer (mg)	8	4
Iode (µg)	105	53
Vitamine A (µg RE)	475	238
Vitamine C (mg)	33	17
Zinc (mg)	5	3
Folate (µg DFE)	250	125

Sources : Apport nutritionnel recommandé (ANR) en énergie selon FAO/OMS/UNU ; ANR en protéines selon OMS/FAO/UNU ; ANR en lipides selon la FAO ; et ANR en micronutriments selon OMS/FAO.

Approvisionnement en denrées alimentaires

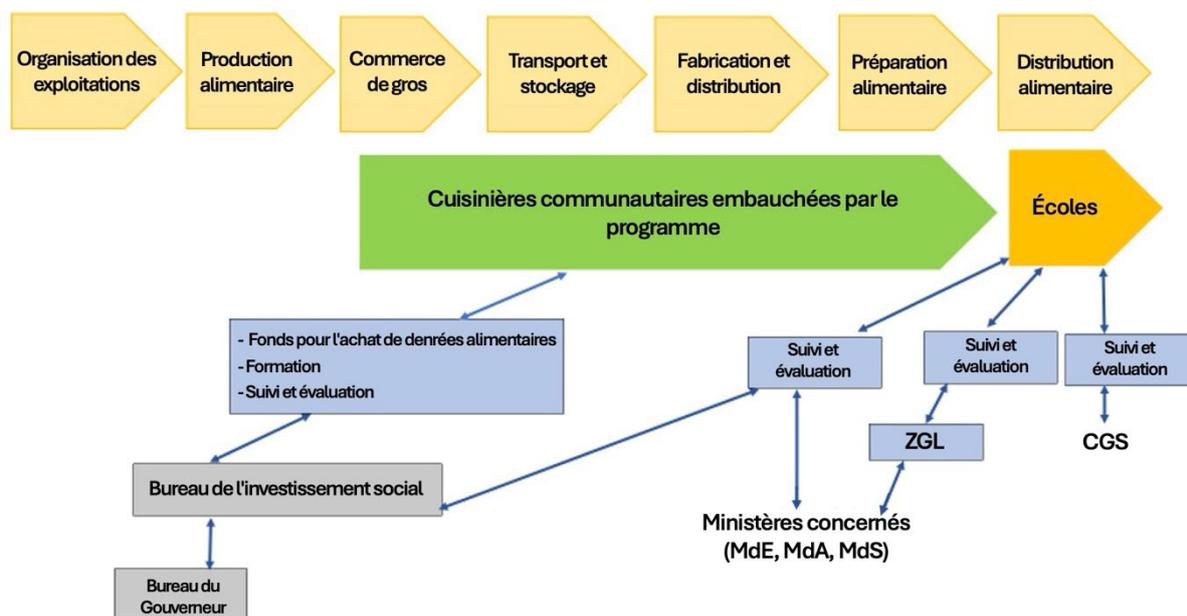


Figure 2 : Chaîne d'approvisionnement du programme national d'alimentation scolaire (NHGSFP). Ministère de l'Éducation (MdE), Zones de Gouvernement Local (ZGL), Comité de Gestion Scolaire (CGS), Ministère de la Santé (MdS), Ministère de l'Agriculture (MdA).

Pour l'approvisionnement alimentaire, le NHGSFP applique un modèle décentralisé, où les cuisiniers sont responsables de l'achat des denrées sur les marchés (Figure 2). Toutefois, dans certains États, les denrées alimentaires sont regroupées par des intermédiaires. Ce modèle de regroupement a permis d'augmenter les niveaux de production et les revenus des petits agriculteurs participant au programme. Le rôle principal des intermédiaires est d'établir des liens avec les agriculteurs locaux, de négocier les prix en fonction du budget et de faciliter le stockage, la transformation et la distribution, en veillant à ce que les produits alimentaires requis soient livrés aux cuisiniers en temps voulu et en toute sécurité. Le regroupement est limitée aux protéines, telles que les œufs, le bœuf, le poulet et le poisson, les produits de boulangerie (par exemple, les petits pains, les brioches ou les biscuits à haute teneur énergétique selon les cas) et les yaourts/lait. Le regroupement se fait uniquement par l'intermédiaire d'associations compétentes et désignées. À ce jour, 200 000 petits exploitants agricoles sont liés au programme et fournissent des ingrédients d'origine locale. Cela représente 813 bovins, 41 000 poulets, 7,5 millions d'œufs et 98,6 tonnes de poisson achetés, préparés et distribués chaque semaine. Pour atteindre l'objectif d'augmentation de la production agricole, les États ont veillé à mettre en place un système efficace de regroupement des denrées alimentaires - en particulier celles qui sont susceptibles d'être coûteuses et périssables - tout en offrant aux cuisiniers et aux agriculteurs vivant à proximité des écoles primaires la possibilité de s'impliquer directement dans le programme.

Cadre juridique et évolution des politiques publiques

L'alimentation scolaire au Nigéria, à ses débuts, était guidée par deux outils principaux : la loi de 2004 sur l'éducation de base universelle (UBEC, 2005) et la politique nationale de santé scolaire (2006). Cependant, en 2023, la NHGSFP a été élaborée et approuvée par le

gouvernement fédéral. La politique actuelle est guidée par une série de dispositifs institutionnels (voir détails en Annexe 3) :

- La vision du Nigéria 20:2020
- Le plan national de développement (*National Development Plan, NDP*) 2021-2025
- La politique nationale en matière d'éducation (2014)
- Le plan stratégique ministériel 2018-2022
- La politique fédérale en matière de santé à l'école (2006)
- La politique nationale sur l'alimentation et la nutrition au Nigéria (*National Policy on Food and Nutrition in Nigeria, NPFN*) (2016)
- Le plan d'action national multisectoriel pour l'alimentation et la nutrition (2021-2025)
- Les politiques nationales de protection sociale (*National Social Protection Policy, NSPP*) 2016-2020 et 2021-2025
- La politique de promotion de l'agriculture (*Agriculture Promotion Policy, APP*) 2016-2020
- La stratégie pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition (*Agriculture Food Security and Nutrition Strategy, AFSNS*) 2016-2025
- La politique nationale en matière de genre (2021)

Coûts de mise en œuvre

Depuis 2016, 1,3 milliard de dollars américains ont été fournis dans chaque cycle budgétaire pour le NSIP dans le pays. Sur ce montant, environ 20 % sont consacrés au programme d'alimentation scolaire.

Tableau 3: Coûts de mise en œuvre du NHGSFP

Nombre d'enfants	9 990 862
Coût moyen d'un repas	100 NGN/enfant/jour
Coût des matières premières	-
Coûts de la main-d'œuvre	-
Participation des familles	En nature (bois de chauffage, eau, travail manuel)
Budget de l'État par enfant et par repas	Variable selon l'État
Budget du gouvernement par enfant et par repas	100 NGN/enfant/jour
Nombre de jours d'enseignement dans une année académique	180
Nombre de jours de repas scolaires au cours d'une année scolaire	180

NGN : Nigéria Naira (1 dollar US = 1 580 NGN en décembre 2024)

Financement

Les coûts du programme sont entièrement pris en charge par le gouvernement fédéral, à raison de 100 NGN (0,06 cents US) par enfant et par jour. Pour soutenir l'objectif d'inclusion financière du gouvernement, la stratégie de financement est axée sur la garantie que tous les bénéficiaires (cuisiniers et intermédiaires) reçoivent des fonds directement sur leurs comptes bancaires dédiés. Chaque compte bancaire individuel est vérifié par le *Nigeria Inter-Bank Settlement Systems Plc* afin de minimiser les fraudes et de mettre en place un processus de décaissement des fonds transparent et traçable, tout en veillant à ce que les services soient payés rapidement. Le gouvernement fédéral verse les paiements directement sur les comptes

des bénéficiaires, conformément au calendrier de paiement établi pour chaque cycle de restauration. Les cycles de restauration varient de dix à vingt jours. Un État peut recevoir des fonds pour un cycle d'alimentation de vingt jours, à condition que 70 % des cuisiniers aient été vérifiés et approuvés. Les budgets des États sont élaborés pour soutenir les aspects administratifs, opérationnels et financiers du programme afin d'en élargir la portée.

Suivi et évaluation

Le programme souscrit à la théorie selon laquelle, pour que l'investissement public soit durable, il doit suivre la voie des cinq normes mondiales, sa mise en œuvre étant conçue et décidée par les États (Gouvernement fédéral du Nigéria, 2020). L'une des principales hypothèses du programme est que le NHGSFP est détenu et dirigé par l'État, avec des influenceurs clés, tels que le Gouverneur exécutif. Par ailleurs, la gestion du programme repose sur la thèse selon laquelle pour que l'alimentation scolaire soit pertinente et efficace au Nigéria, et pour obtenir des résultats durables, le suivi du programme doit être basé sur des données générées au sein des systèmes de l'État, par le biais de l'auto-évaluation, de l'apprentissage, de l'évaluation formative et d'un suivi régulier. Les processus de collecte de données, d'établissement de preuves, d'examen et de communication des preuves, ainsi que les prises de décisions basées sur les preuves, sont au cœur des activités de gestion du programme.

Deux objectifs principaux sont à évaluer dans le cadre de la stratégie de suivi et d'évaluation du programme :

- l'amélioration des taux d'alphabétisation des élèves des écoles primaires publiques (primaire 1-3),
- l'amélioration des revenus des cuisiniers et des agriculteurs participant au NHGSFP.

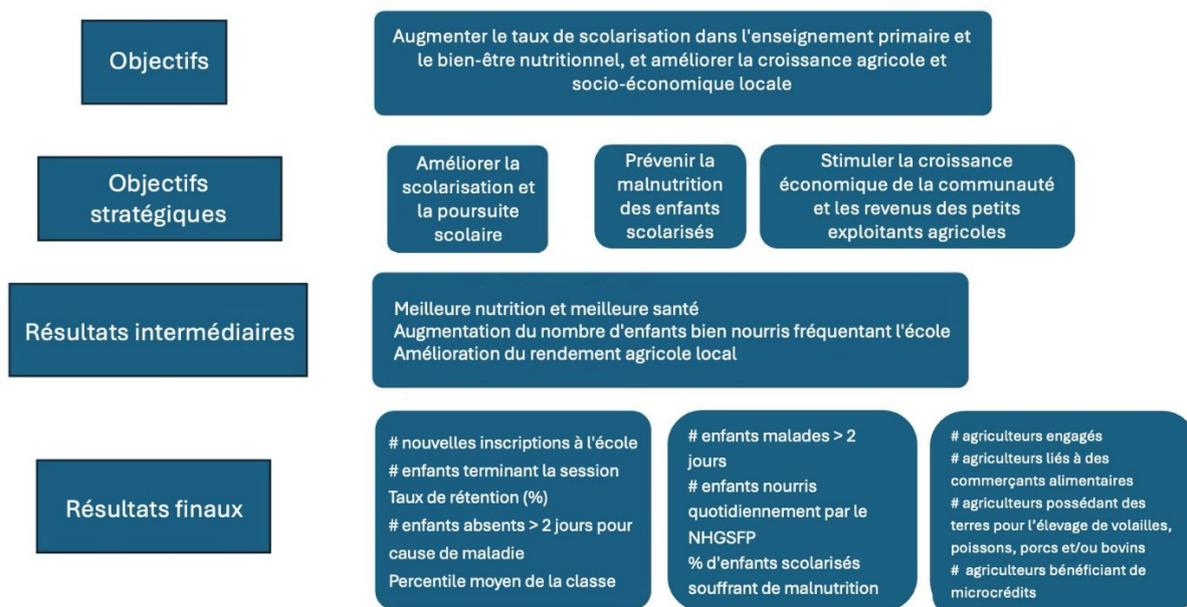


Figure 3 : Schéma de réalisation du programme national d'alimentation scolaire (Source : FMHADMSD, 2023)

Leçons apprises et meilleures pratiques

Le programme d'alimentation scolaire nigérian, l'un des programmes à la croissance la plus rapide au niveau régional, est passé de 1,05 million d'enfants nourris en 2017 à 9,9 millions en 2022. Quatre principes clés ont été identifiés comme devant être intégrés à la conception du programme :

- **Assurer la transparence et la responsabilité dans la conception du programme** : le modèle d'approvisionnement nigérian est basé sur des contrats à terme qui sont publics, supervisés au niveau fédéral et au niveau des États, et laissant une trace écrite des comptes bancaires, tout au long du processus, dès que les acteurs de la restauration collectent les denrées dans les points de distribution de l'État.
- **Faire de l'équité une priorité délibérée** : le programme est conçu pour être inclusif et universel (c'est-à-dire non ciblé) afin d'atteindre tous les enfants indépendamment de la géographie, du niveau de revenu, de l'appartenance ethnique, de la religion ou du sexe. Le NHGSFP couvre actuellement tous les enfants des classes 1 à 3 dans toutes les écoles primaires publiques du Nigéria.
- **Promouvoir une bonne nutrition en garantissant la qualité et la durabilité de l'alimentation** : au-delà de la lutte contre la faim, le NHGSFP veille à ce que les besoins nutritionnels des enfants en pleine croissance soient satisfaits. Le régime alimentaire est basé sur des choix d'aliments disponibles localement, culturellement appropriés et adaptés au climat. Le gouvernement a adopté le "*School Menu Planner PLUS*" (développé par le Partenariat pour le développement de l'enfant, le Programme alimentaire mondial et l'AUDA/NEPAD) pour aligner les standards alimentaires et les menus scolaires sur les aliments disponibles localement.
- **Stimuler l'économie locale** : le programme offre des marchés stables et prévisibles aux agriculteurs locaux, crée des emplois à plusieurs niveaux et promeut une culture du commerce et de l'esprit d'entreprise.

Défis

Certaines difficultés rencontrées au cours de la mise en œuvre du programme sont décrites ci-dessous :

- **Le financement** : l'un des principaux défis est le manque de cohérence dans la disponibilité et le déblocage en temps voulu des fonds destinés au programme, ce qui entraîne de fréquentes perturbations dans les cycles de restauration.
- **La supervision et la durabilité du programme** : dans certains États, le fait que le programme n'ait pas été domicilié à la plus haute fonction politique de l'État n'a pas marqué une volonté politique forte de la part des dirigeants au plus haut niveau du gouvernement, ce qui a empêché une supervision efficace de cette initiative multisectorielle.
- **L'engagement multisectoriel** : les États qui ne disposent pas d'une représentation multisectorielle au sein de leurs unités de coordination rencontrent des difficultés dans la mise en œuvre du programme.
- **Le suivi, l'évaluation, la responsabilité et l'apprentissage** : les ressources limitées pour les opérations de routine, le suivi et l'évaluation continuent de poser problème. Le programme connaît toujours des difficultés pour harmoniser les données spécifiques à chaque État, notamment la validation des inscriptions scolaires, l'accès

aux cuisines et la participation des écoles, ce qui nuit à son efficacité. La collecte de données précises est essentielle à la conception du programme.

Remerciements

Je tiens à remercier Lesley Drake (PhD), Samrat Singh (PhD) et Adekunle Folashade du *Partnership for Child Development* (Imperial College, Londres) et du bureau national du Nigéria, ainsi que M. Adedotun Adebayo Buddymi, pour leurs commentaires constructifs dans le cadre de l'élaboration de cette étude de cas. Nous apprécions la révision et les commentaires de M. Sarthak Agarwal, qui ont permis d'améliorer ce travail.

Ressources et bases de données

- Adesanmi A., Samrat S., Bundy D., Drake L. (2024) Nigeria National Home-Grown School Feeding Programme Source book <https://doi.org/10.1142/q0423>
- Bundy D., Burbano, C., Grosh, M., Gelli, A., Jukes, M., Drake, L. (2009) Rethinking School Feeding : Social Safety Nets, Child Development, and the Education Sector 978-0-8213-7974-5 <http://lst-iiep.iiep-unesco.org/cgi->
- Federal Government of Nigeria (FGoN) and the International Institute of Tropical Agriculture (IITA). 2024. National Food Consumption and Micronutrient Survey 2021. Key Findings. Abuja and Ibadan, Nigeria: FGoN and IITA. 73 pp
- Federal Government of Nigeria (2020). Nigeria Home Grown School Feeding Strategic Plan 2016–2020. A Document Launched at the Flag Off of the National School Feeding Programme.
- Federal Ministry of Education (2013). National Policy on Education 6th edition 2013
- Federal Ministry of Health and Social Welfare of Nigeria (FMOHSW), National Population Commission (NPC) [Nigeria], and ICF. 2024. Nigeria Demographic and Health Survey 2023–24: Key Indicators Report. Abuja, Nigeria, and Rockville, Maryland, USA: NPC and ICF.
- Federal Ministry of Humanitarian Affairs, Disaster Management and Social Development (FMHADMSD) of the Federal Republic of Nigeria (2023). *National Home-Grown School Feeding Policy*.
- Global Education Monitoring Report GEMR, UIS (2022) New estimation confirms out-of-school population is growing in sub-Saharan Africa ED/GEMR/MRT/2022/PP/48
- Global Food Policy Report, IFPRI (2021). ifpri.org. Archived from the original on 28 April 2021. Accessed December 2023.
- Global Nutrition report (2022) Global Nutrition Report | Country Nutrition Profiles - Global Nutrition Report.
- Imperial College London. (2019). Internal Data: Results from Interviews Conducted for the case studies analysis of School Feeding in Nigeria
- National Bureau of Statistics (2022). Demographic Statistics Bulletin Reports <http://nigerianstat.gov.ng/elibrary/read/1241422>
- National Bureau of Statistics (NBS), 2022. Nigeria Multidimensional poverty Index 2022
- National Bureau of Statistics/UNICEF 2022 Multiple Indicator cluster survey, MICS, <https://ghdx.healthdata.org/series/multiple-indicator-cluster-survey-mics>
- National Bureau of Statistics/UNICEF 2022 Multiple Indicator cluster survey, MICS, <https://ghdx.healthdata.org/series/multiple-indicator-cluster-survey-mics>
- National Population Commission (NPC) [Nigeria] & ICF. 2019. Nigeria Demographic and Health Survey 2018 Key Indicators Report.

Otekunrin, O.A. et Otekunrin, O.A. (2023). Exploring dietary diversity, nutritional status of adolescents among farm households in Nigéria : do higher commercialization levels translate to better nutrition ? *Nutrition & Food Science*, Vol. 53 No. 3, pp. 500-520. <https://doi.org/10.1108/NFS-03-2022-0104>

Samuel F. (2021). Securing the future of Nigerian adolescents through nutrition : A position paper of the Nutrition Society of Nigeria. *Nigerian Journal of Nutritional Sciences*. Vol. 42 No. 1 <https://www.ajol.info/index.php/njns/article/view/216755>

State of Food Insecurity SOFI (2022). <https://www.fao.org/3/cc0639en/cc0639en.pdf>

The Economist Intelligence Unit. EIU (2018). Building resilience in the face of rising food-security risks. Global food security Index.

United Nations Food and Agriculture Organisation FAO (2022). Nigeria at a glance | FAO in Nigeria
[Universal Basic Education Commission \(UBEC\) – UBEC](#) (2022).

Universal Basic Education Commission (UBEC) ACT 2014. [NGA87623-UBE-ACT-2004.pdf](#)

UNICEF country annual report 2022 accessed on 27th June 2024 @RAM3 COAR.rdl (unicef.org)

OMS (2020). Santé et développement des adolescents (who.int)

World Bank (2022). Nigeria Poverty Assessment 2022 A Better Future for All Nigerians

World Bank (2023). School enrolment, primary, female (% gross) - Nigeria | Data (worldbank.org)

World Bank (2024). Nigeria Overview: Development news, research, data | World Bank

Contacts

Adesanmi Abimbola MSc. Partenariat pour le développement de l'enfant
adesanmi.bimbola@gmail.com

Adekunle Folashade MPH. Partenariat pour le développement de l'enfant
adekunleshadeshade@gmail.com

Citation

Adesanmi, Abimbola; Adekunle, Folashade (2024) School Meals Case Study: Nigeria. Working Paper. London School of Hygiene & Tropical Medicine. DOI: <https://doi.org/10.17037/PUBS.04672333>



Ce travail est soumis à une licence internationale Creative Commons Attribution 4.0.

Annexes

Annexe 1

Les recommandations du comité de l'éducation de base universelle (*Universal Basic Education, UBE*) mises en œuvre en 2014 imposent que le programme scolaire inclut l'anglais, les mathématiques, la langue nigériane, les sciences fondamentales et la technologie, la religion et les valeurs nationales, ainsi que les arts culturels et créatifs, et la langue arabe (facultatif). Les études préprofessionnelles (économie domestique, agriculture et entrepreneuriat) et la langue française sont introduites en 4^e année.

La politique nationale du Nigéria en matière d'éducation stipule que la langue d'enseignement pendant les trois premières années doit être la "langue indigène de l'enfant ou la langue de son environnement immédiat", le plus souvent le hausa, le ibo ou le yoruba. Cette politique n'est cependant pas toujours respectée dans les écoles du pays et l'enseignement peut être dispensé en anglais. L'anglais est généralement la langue d'enseignement pour les trois dernières années de l'école primaire.

Le *Basic Education Certificate Examination (BECE)* a lieu chaque année au mois de juin dans tout le pays et dure généralement deux semaines. Les élèves doivent suivre de dix à treize matières et obtenir la note de passage dans six matières, dont l'anglais et les mathématiques, pour réussir le BECE.

Annexe 2

Population en 2022 : 218 541 212 habitants

Population de 5 à 15 ans en 2022 : 62 806 509

Produit intérieur brut par habitant (2022) : 2 162,6 dollars

Population âgée de 0 à 14 ans en 2019 (% du total) : 43,69 %

Emploi dans l'agriculture en 2021 (% de l'emploi total) : 35,21 %

Indice de pauvreté multidimensionnelle 2021-2022 : 0,257

Enfants de moins de cinq ans souffrant d'un retard de croissance (modéré et sévère) en 2015-2019 (%) : 37 %

Nombre d'écoles primaires : 63 414

Taux brut de scolarisation dans le primaire en 2015-2016 : 87,1 %

Effectif net de l'enseignement primaire en 2019 : 19 541 909

Effectif brut de scolarisation dans le primaire en 2019 : 22 384 755

Effectif brut de scolarisation dans le primaire pour les garçons : 11 618 213

Effectif brut de scolarisation dans le primaire pour les filles : 10 766 542

Annexe 3

i. La Vision 20:2020 du Nigéria

Cette vision consiste à faire en sorte qu'en ce qui concerne l'éducation, tous les garçons et toutes les filles achèvent un cycle complet d'éducation de base. Le Plan de croissance et de redressement économique 2017-2020 : L'ERGP vise à accroître l'inclusion sociale en renforçant le filet de sécurité sociale pour les pauvres et les personnes vulnérables en mettant en œuvre et en élargissant les programmes de filet de sécurité sociale ciblant les personnes vulnérables, en mettant l'accent sur l'industrie agricole et en investissant dans la santé et l'éducation afin de combler le déficit de compétences dans l'économie.

ii. Le Plan de développement national (*National Development Plan, NDP*) 2021-2025 :

Le NDP vise à maximiser le potentiel du pays dans tous les secteurs de l'économie afin de parvenir à un développement national à long terme, holistique et inclusif. Le NDP mentionne spécifiquement le NHGSFP et comprend une stratégie visant à "*assurer la mise en œuvre efficace d'ensembles complets d'interventions éducatives, sanitaires et nutritionnelles par le biais du programme d'alimentation scolaire et de santé et d'autres programmes similaires*" pour lutter contre la malnutrition.

iii. La politique nationale en matière d'éducation (2014)

Elle souligne l'importance de l'éducation en tant qu'investissement dans le développement économique, social et politique, ainsi qu'en tant qu'outil d'autonomisation des pauvres et des groupes socialement marginalisés, et de développement d'une main-d'œuvre qualifiée.

iv. Plan stratégique ministériel pour l'éducation (*Ministerial Education Strategic Plan, MESP*) 2018-2022 :

Il repose sur trois domaines de résultats - l'accès, la qualité et le renforcement des systèmes - et comporte dix piliers. Le MESP recommande, entre autres, la fourniture de repas scolaires pour garantir que tous les enfants non scolarisés (*Out-of-School Children, OOSC*) soient inscrits à l'éducation de base dans un délai de quatre ans. L'objectif "*Un repas par jour pour tous les enfants scolarisés*" est fixé par le Plan d'action OOSC au niveau fédéral et doit être atteint d'ici 2022.

v. La politique fédérale en matière de santé scolaire (2006) :

Elle poursuit les objectifs d'amélioration de la qualité de la santé dans la communauté scolaire et de création d'un environnement favorable à un partenariat intersectoriel pour la promotion d'un environnement scolaire accueillant pour les enfants, par le biais du programme de santé scolaire.

vi. La politique nationale sur l'alimentation et la nutrition au Nigéria (*National Policy on Food and Nutrition in Nigeria, NPFN*) (2016) :

Elle établit un ensemble complet de stratégies pour lutter contre la malnutrition et l'insécurité alimentaire au Nigéria à tous les niveaux, y compris l'individu, le ménage, la communauté et le pays. Au moins quatre des dix objectifs de la politique peuvent être directement soutenus par un programme complet de santé et de nutrition à l'école, notamment : (objectif 2) réduction de la malnutrition chez les nourrissons et les enfants, les adolescents et les femmes en âge de procréer ; (objectif 3) réduction des troubles dus aux carences en micronutriments, en particulier parmi les groupes vulnérables ; (objectif 4) amélioration des connaissances en

matière de nutrition au sein de la population générale ; (objectif 10) accès universel à une protection sociale tenant compte de la nutrition.

viii. Le plan d'action national multisectoriel pour l'alimentation et la nutrition (2021-2025) : Il s'appuie directement sur le NPFN et présente des plans d'action visant à améliorer l'état nutritionnel de tous les Nigériens, en mettant l'accent sur les populations les plus vulnérables. Les États/FCT/ZGL devraient couvrir 51,3 % du coût total de la mise en œuvre du plan sur une période de cinq ans, tandis que le gouvernement fédéral (11,8 %), les partenaires de développement (29,3 %) et le secteur privé organisé (7,5 %) devraient couvrir le reste.

viii. La politique nationale de protection sociale (*National Social Protection Policy, NSPP*) 2016-2020 : elle vise à réduire la pauvreté et à offrir à tous les citoyens une vie digne.

ix. La politique nationale de protection sociale 2021-2025 (NSPP, 2021) :

Cette politique dresse la carte des programmes de protection sociale existants et les évalue en fonction de critères prédéfinis. Elle identifie onze lacunes majeures, notamment (i) une couverture, (ii) une structure de gouvernance, (iii) un financement, (iv) des systèmes, des capacités et des liens avec les États, ainsi qu'un (x) cadre législatif insuffisants. En termes de couverture, le NSPP 2021 stipule expressément que les enfants des écoles primaires de base 4-6 et des écoles primaires privées ne sont pas couverts par le NHGSFP.

x. La politique de promotion de l'agriculture (*Agriculture Promotion Policy, APP*) 2016-2020 : Elle s'appuie sur le programme de transformation agricole (*Agricultural Transformation Agenda, ATA*) 2011-2015, en identifiant ses réalisations et ses défis, et en proposant des stratégies pour combler les principales lacunes. L'APP vise à orienter les instruments politiques vers la stimulation de la production agricole à long terme, ainsi que vers la stimulation de l'offre et de la demande en produits agricoles en facilitant les liens entre producteurs et acheteurs. Deux des interventions proposées dans le cadre du sous-thème de la sécurité alimentaire, de la consommation et de la nutrition consistent à rendre les aliments nutritifs disponibles au niveau local par le biais de programmes d'alimentation scolaire... et à accroître la sensibilisation à la nutrition.

ix. La stratégie pour la sécurité alimentaire et la nutrition dans l'agriculture (*Agriculture Food Security and Nutrition Strategy, AFSNS*) 2016-2025 :

Elle vise à maximiser le potentiel du secteur agricole à fournir une sécurité alimentaire et une nutrition durables, en intégrant la nutrition dans les politiques agricoles, les programmes et les chaînes de valeur. L'AFSNS suggère, entre autres, que les petits exploitants agricoles soient impliqués dans les marchés institutionnels, tels que les programmes d'alimentation scolaire, afin de renforcer les filets de sécurité sociale et la résilience des groupes vulnérables par le biais des systèmes alimentaires (priorité 4).

xi. La politique nationale en matière de genre (National Gender Policy, NGP) (2021) :

Elle établit sept objectifs stratégiques, dont trois peuvent être soutenus en principe par le NHGSFP. Dans les faits, la NGP souligne l'importance et la couverture accrue de l'autonomisation économique (domaine prioritaire ii) en ce qui concerne l'emploi des cuisiniers, et le marché potentiel pour les agricultrices, et le développement humain (domaine prioritaire iii) en ce qui concerne la santé, la survie et la nutrition.